



# Presse Internationale

mensuel – n°62 – octobre 2008 - 1€ (soutien 2€)

## LCT

### LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Pouvoir d'achat :

p.3

## Organiser la grève générale Le pétrole dans l'index



Fortis, Dexia,...

## Nationaliser les pertes des banquiers ou nationaliser les banques ?

p.5

**Bolivie** p.9

**70 ans de la IVème Internationale** p.20

**Non à la directive des 65 h** p.7

**La Poste** p.8



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIQ, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 22 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## La « crise »

Après plus d'un an de bagarre, De Wever et son NV-A cessent d'enquêter le CD&V, et une semaine plus tard, le gouvernement Leterme « trouve » 7,7 milliards pour nationaliser les pertes des banquiers de Fortis et Dexia. La paix serait-elle descendue sur Terre ? Ce serait oublier que les délocalisations d'entreprises et les licenciements en masses continuent à se multiplier, et surtout, que notre pouvoir d'achat ne cesse de dégringoler. Et actuellement, le même gouvernement Leterme « cherche » 7 milliards pour équilibrer le budget, et ne trouve pas d'argent pour le pouvoir d'achat de monsieur et madame tout le monde.

On dira que c'est « la crise ». Reynolds avoue qu'il y a un problème avec la régulation du capitalisme financier. Un ancien administrateur de Dexia, Elio Di Rupo, fervent défenseur de l'économie de marché, hurle contre le capitalisme « débridé ». Un professeur de l'Université Catholique de Louvain, Christian Arnspenger, va même jusqu'à affirmer dans « Le Soir » qu'« *il est indécent de s'insurger contre les attitudes spéculatives tout en faisant semblant que le capitalisme financier (et le capitalisme en général) pourra exister sans spéculation* ».

Entre-temps, tous sont d'accord qu'il n'y avait pas d'autre solution que de « sauver » Fortis et Dexia. Bref, le capitalisme, ce n'est pas équitable, cela dérape parfois, mais il n'y a pas d'alternative. Il faut avoir confiance dans les riches pour qu'ils soient un peu plus « responsables » et veillent à ce que les pauvres puissent quand même survivre.

Mais remplacer le baron Lippens et le CEO Votron par d'autres qui feront la même chose, c'est-à-dire chercher le profit de la banque, et par ce biais leur propre profit, est-ce la solution ? Au lieu de nationaliser les pertes des banquiers, on aurait pu nationaliser tout simplement la banque, c'est-à-dire l'exproprier les banquiers. Les

agences, le réseau, l'actif de la banque, une richesse obtenue en fin de compte sur le dos des travailleurs depuis des années, devrait servir pour récolter l'épargne et financer les besoins de nous tous. Et les travailleurs pourraient contrôler cela en garantissant bien mieux que les Lippens et autres Votron les intérêts de notre classe.

Ce que nous voyons les derniers jours, c'est une grande Union sacrée des capitalistes, qui laissent momentanément de côté leurs petites divergences pour unir leurs forces dans la sauvegarde de leurs privilèges de classe, en retournant la crise inévitable du système contre les travailleurs. Ce n'est pas par hasard qu'en ce moment l'Europe veut imposer la semaine de 65 heures de travail.

A nous de chercher l'unité de *notre* classe, à commencer par la mobilisation pour défendre notre pouvoir d'achat. La « journée d'action » du 6 octobre est une première initiative, mais elle ne suffira certainement pas. Les syndicats doivent organiser la lutte au-delà d'une simple manifestation, préparer la grève générale, soumettre un plan de lutte national à des assemblées dans les différentes entreprises et lieux de travail. Défendre le pouvoir d'achat, cela commence par restaurer une vraie indexation des salaires, des allocations sociales et des pensions, entre autres par le retour du pétrole dans l'index. Dans cette lutte, notre classe doit retrouver son unité et son organisation de combat, afin de pouvoir construire un rapport de force pour empêcher la privatisation des entreprises de service public, pour nationaliser les entreprises qui font faillite et les mettre sous le contrôle des travailleurs, et finalement, afin de pouvoir prendre en ses propres mains les rennes de l'Etat et construire une autre société, le socialisme !

## Organiser la grève générale

Après des mois de crise financière, une inflation record et d'importantes manifestations en juin, le gouvernement Leterme refuse toujours de prendre des mesures concrètes et solides pour augmenter le pouvoir d'achat et clame qu'il n'a pas de marges pour le social. Pourtant, en pleine crise, l'Etat rachète les pertes des banquiers avec l'argent des travailleurs, déjà appauvris. Car en effet, la crise de l'économie capitaliste a poussé le prix du baril de pétrole à des niveaux jamais vus et l'inflation a atteint en Belgique des sommets records depuis 1985. Les prix des aliments augmentent, de même que ceux du gaz et de l'électricité. Ainsi, selon le ministère de l'économie, le prix du gaz a augmenté de 48% entre 2007 et 2008, celui de l'électricité de 20%, et l'Agence Internationale de l'Energie prévoit même que « *le gaz ne sera plus jamais bon marché.* »<sup>1</sup> ! Ajoutons à cela l'augmentation du mazout de chauffage de 42%, bref une hausse généralisée.

### Le gouvernement travaille... pour les patrons

Depuis décembre dernier, les travailleurs se mobilisent et luttent pour augmenter leur pouvoir d'achat. En janvier, des grèves exigeant des primes et autres avantages salariaux eurent lieu dans le secteur du métal contre les accords all-in. En juin, plus de 80.000 personnes sont descendues dans les rues pour exiger que le gouvernement s'occupe des vrais problèmes des travailleurs : la hausse des prix et les salaires qui ne suivent pas.. Alors que les politiciens se disputent depuis des mois sur la réforme de l'Etat, ils n'ont apporté aucune solution aux problèmes concrets des travailleurs. Des problèmes que ne connaissent pas les patrons, qui ont augmenté leur profit de 14% en 2007, et qui, pour maintenir leur bénéfices, licencient à tour de bras, cherchent à imposer des plafonds aux salaires et tentent de limiter l'augmentation des salaires

dans certains secteurs par le biais des « accords all-in ».

Et pourtant, c'est bien eux que le gouvernement se propose d'aider en injectant des milliards dans le secteur bancaire.

De son côté, le PS prétend, comme d'habitude, vouloir aider les gens, dénonce le capitalisme « débridé » et réclame des primes, aides, et réduction de TVA de 21 à 6 %. Mais qu'a fait le PS depuis 10 ans sinon participer dans des gouvernements dans lesquels il a appliqué des plans contre les travailleurs tout en donnant des cadeaux aux patrons via les réductions de charges sociales et les intérêts notionnels ? Cette politique d'intérêts notionnels pour laquelle il a voté et permettant aux patrons de déduire de l'argent sur base de leurs futurs bénéfices, serait selon eux nécessaire malgré certains abus. Pour nous, les abus, ce sont les 1,2 milliards d'euros qu'ils ont coûtés à l'état. Ajoutés aux 7 milliards de réduction de charges en 2007, nous constatons l'ampleur de ce pillage massif des caisses de l'Etat. Et pourtant, le fait que le PS signe toutes ces mesures antisociales n'a rien d'étonnant si on se rappelle qu'il a approuvé le Pacte de Solidarité entre les générations, la chasse aux chômeurs, le pacte de compétitivité, les accords all-in... Mais le pire est qu'ils nous vendent cela comme étant dans notre intérêt, sur base du discours libéral et de sa fameuse formule magique : « En aidant les entreprises, on dynamise la croissance et on crée de l'emploi. ». On veut ainsi nous faire croire que le patron crée la richesse et l'emploi en dirigeant bien son entreprise et qu'il faudrait alléger ses coûts pour qu'il en crée plus. Mais le patron ne crée rien : il profite de notre travail. Il nous presse au maximum et nous licencie pour avoir plus de bénéfices. Plus de 10 ans de cadeaux aux patrons... Où est la croissance ? Où sont les emplois ?

Alors que des milliards ont été

débloqués en faveur des patrons, le gouvernement ne propose aux travailleurs que quelques miettes. Ce n'est en effet pas avec les 100 millions d'euros que le gouvernement envisage pour le pouvoir d'achat en 2009 que nous améliorerons nos conditions de vie. Semblent encore assez dérisoire les 400 millions envisagés sur les deux prochaines années pour les allocations sociales, eux-mêmes encore conditionnés aux négociations entre « partenaires sociaux ». Et le patronat échange encore ces aides contre des réductions de charges ! Ce 14 octobre, le gouvernement présentera son budget pour 2009, nous ne manquerons pas de l'analyser.

Une mesure avancée par le PS, la FGTB et la gauche est de baisser la TVA sur l'énergie de 21% à 6%. Cette mesure peut éventuellement faire diminuer les prix à court terme, mais il est plus probable qu'elle ait comme résultat un transfert supplémentaire des richesses de l'état vers le patronat. En effet, il serait étonnant qu'à la faveur de cette réduction, les prix des biens de consommation diminuent tout à coup. Le risque est alors qu'au lieu de bénéficier aux gens, cette réduction de TVA de 15% aille directement dans les poches des commerçants. Il faudrait plutôt imposer fortement les hauts salaires et les grosses fortunes.

Mais pour résoudre structurellement le problème du pouvoir d'achat, il faut, comme l'avancent les syndicats, défendre l'index qui prévoit une augmentation des salaires et des allocations de 2% chaque fois que l'inflation franchit un nouveau palier.

### Un index faussé

La Banque Centrale Européenne ainsi que la Fédération des Entreprises de Belgique dénoncent le système d'indexation des salaires en Belgique. Elle ne devrait pas être automatique et on devrait pour voir sauter des indexations. C'est un discours patronal qui ne se s'aven-

ture pas à la remettre en cause, voulant ainsi préserver le modèle de concertation sociale belge et redoutant la réaction des travailleurs si l'on touchait à cet important acquis. Cependant, via les accords all in, le patronat et le gouvernement contournent l'index en bloquant le montant de l'augmentation à un certain pourcentage, pour certains secteurs comme le métal et la construction, où 500.000 travailleurs sont concernés.

En effet, l'indexation automatique des salaires, qui n'existe plus qu'en Belgique et au Luxembourg, est le résultat de luttes importantes menées par la classe ouvrière au début du siècle passé afin de protéger son pouvoir d'achat. Ailleurs, les travailleurs doivent régulièrement se mobiliser et négocier, à travers leurs organisations syndicales afin de pouvoir garantir une hausse des salaires qui reflète l'augmentation des prix. Chez nous, jusqu'à présent, cette indexation se fait automatiquement sur base de mécanismes pour le moins complexes. On comprend donc que cette garantie, qui bénéficie à la classe ouvrière, soit régulièrement la cible des organisations patronales et du gouvernement. La plus grande attaque fut menée en 1993, lorsque, à travers le « Plan Global », le gouvernement avançait « l'indice santé ». Il s'agissait de supprimer de l'indice des prix à la consommation quatre types de produits dont les prix évoluent rapidement : la tabac, l'alcool, l'essence et le diesel. Cette suppression permettait de ralentir l'indexation des salaires puisque cet indice évolue moins vite que celui des prix à la consommation. L'instauration de l'indice santé, et plus généralement, le Plan Global dans son ensemble, fut durement combattu par un important mouvement de lutte des travailleurs. Malgré les grandes mobilisations et

les nombreuses grèves, cette lutte se solda par un échec, les hautes directions syndicales ayant refusé de déstabiliser le gouvernement et préféré négocier l'application du plan au lieu de le rejeter.

L'indice-santé n'est plus un filet de sécurité efficace : malgré trois indexations cette année, notre salaire ne suit pas l'inflation. Cela est dû à la manière dont il est calculé. Ainsi par exemple, le logement n'y compte que pour 6% alors que, comme chacun le sait, il peut représenter jusqu'à 50% de nos dépenses mensuelles

Lors de la manifestation du 20 septembre 2000 à Liège en front commun CSC-FGTB, le mot d'ordre était *Le pétrole dans l'index*. Ce mot d'ordre fut abandonné par les directions syndicales mais repris le 3 octobre par les métallos de la FN, Cockerill-Sambre, Fafer-Usinor, Sonaca, Caterpillar... Aujourd'hui, alors que nous subissons de plein fouet une chute de notre pouvoir d'achat, le recalcul de l'index et le retour du pétrole dans l'index doivent être remis à l'avant plan des revendications syndicales.

### **Les syndicats doivent arrêter de négocier et durcir la lutte**

Suite à l'appel de la FGTB, la FEB a immédiatement rompu les négociations du groupe des 10, la table des négociations entre patrons et syndicats, estimant que la journée d'action du 6 octobre était *injustifiable* et que *la concertation et les actions syndicales ne sont pas conciliables*.<sup>2</sup>

Mais la concertation ne permet pas de concilier des intérêts totalement opposés : exploiter plus les travailleurs pour gagner plus d'un côté et avoir de meilleures conditions de travail en gagnant plus de l'autre.

Pour obtenir des victoires, nous devons nous organiser pour exiger

que le gouvernement augmente nos salaires et fasse payer la crise, non pas aux travailleurs, qui ont déjà vu leur salaire réel diminuer, mais aux patrons, dont les bénéfices continuent à augmenter. Et cela ne s'obtient pas en négociant « à l'abri des caméras », en secret, avec les patrons dans le groupe des 10. Il faudra certes négocier, mais nous n'engrangerons de victoires que dans la lutte, avec un rapport de force en notre faveur. En juin, malgré les mobilisations importantes, le gouvernement et le patronat ont fait la sourde oreille. Maintenant, il s'agit de durcir nos actions.

Dans ce sens, l'appel des syndicats est une bonne chose mais nous devons aller plus loin. Il ne s'agit pas de canaliser le mouvement de grogne en menant une grève isolée et ponctuelle. Il faut frapper là où ça fait mal et paralyser l'économie du pays pendant 24h. Les syndicats doivent dès maintenant organiser soigneusement une grève générale. Et pour que l'action soit un succès, nous ne devons pas nous laisser embobiner par le discours sur le « respect de la démocratie et du droit individuel à travailler ». Il faudra s'organiser ensemble pour que tous les travailleurs se croisent les bras. Pour cela, il est nécessaire de convoquer sur tous les lieux de travail des assemblées de base pour discuter démocratiquement de la grève et d'y élire des comités pour garantir le succès de cette journée et pour imposer nos revendications ! La grève doit être préparée et discutée à la base.

<sup>1</sup> Le Soir, 2/10/2008

<sup>2</sup> Communiqué de presse de la FEB, 18/09/2008

**Non aux intérêts notionnels ! Non aux réductions de charges !**

**Remboursement de tous les cadeaux faits aux patrons !**

**Halte à la précarisation des travailleurs, forte imposition sur les hauts salaires et sur les grosses fortunes !**

**Révision de l'index santé : retour du pétrole dans l'index !**

**Pour un index qui corresponde aux dépenses réelles !**

**Hausse générale des salaires et des allocations sociales !**

**Les syndicats doivent préparer à la base la grève générale !**

## Nationaliser les pertes des banquiers ou nationaliser les banques ?

Le 28 septembre, le gouvernement a trouvé en quelques heures 4,7 milliards d'euros pour « sauver » la banque Fortis. Deux jours après, c'est la banque Dexia qui est secourue avec 3 milliards d'euros. Tout cela, alors que depuis des mois, nos ministres rechignent à trouver par-ci par-là quelques millions pour notre pouvoir d'achat. Que s'est-il passé ?

Il y a un an, le baron Maurice Lippens rêve de grandeur et se propose d'agrandir sérieusement sa banque, Fortis, le « fleuron de la banque belge » dont les origines remontent aux temps où la Belgique n'existait pas encore. En association avec la Royal Bank of Scotland et la banque Santander d'Espagne, il acquiert le fleuron de la banque hollandaise, ABN Amro, fondée elle aussi à l'époque où les habitants de nos terres étaient tous hollandais. Le trio paye 71 milliards d'euros et au prix de 24 milliards, Fortis obtient du butin le réseau d'agences de la banque aux Pays-Bas, sa division de gestion du patrimoine et ses banques d'affaires. Grande victoire du célèbre baron et de son habile « Chief Executive Officer » (CEO) Jean-Paul Votron. De ce dernier, on double le salaire fixe.

Fortis pensait pouvoir disposer facilement de ces 24 milliards, mais la crise des titres pourris (les subprimes) aux Etats-Unis commence à dévaloriser les actifs que le groupe Fortis comptait vendre pour payer les 24 milliards. De mois en mois, les actions Fortis, cotées à quelques 30 euros il y a un an, commencent à chuter. Quand elles arrivent à quelques misérables 5 euros, les vautours de la finance internationale - plus particulièrement la banque néerlandaise ING et la française BNP Paribas - se préparent pour faire avec Fortis ce que Lippens et consorts avaient fait avec ABN Amro, il y a un an. Ils s'intéressent particulièrement à un morceau succulent du holding Fortis, la Banque Fortis avec ses filiales aux Pays-Bas et au Luxembourg, le morceau qui a généré deux tiers des profits du holding dans le premier semestre de 2008. Le vendredi 26 septembre, Fortis fait savoir au ministre des Finances qu'elle a « un problème de

liquidités ».

Et alors ? « *Laisser tomber une "banquette", soit. Laisser tomber Fortis, c'est tout simplement impossible. Une banque qui concentre un tiers des dépôts belges ne peut tout simplement pas se coucher.* »<sup>1</sup> Le climat financier international n'est d'ailleurs déjà plus à prendre à la légère. Les éminences de l'économie capitaliste reconnaissent eux-même que nous vivons la plus grande crise depuis 1929. Son épice n'est pas, cette fois, quelque « pays asiatique », mais le centre du capitalisme impérialiste.

Sans perdre une minute, BHV et autres querelles communautaires sont rangées dans le placard pour donner lieu à une Union Sacrée des trois piliers séculaires de l'Etat belge. Le dimanche 28 septembre, Yves Leterme (CD&V), Didier Reynders (MR) et Laurette Onkelinx (PS) se réunissent avec le gouverneur de la Banque Nationale, Guy Quaden (PS), avec le directeur de la Banque Centrale Européenne en personne, avec le ministre des finances hollandais, avec des représentants de la banque néerlandaise ING et de la banque française BNP Paribas. Ils se mettent finalement d'accord pour puiser 11,2 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat des trois pays du Benelux, dont 4,7 pour la Belgique, pour prendre en charge les dettes de Fortis Banque.

Les Etats respectifs deviennent actionnaires à 49 % ; pas question de devenir « propriétaire ». On cherche un remplaçant pour le baron Lippens et le CEO Herman Verwilst reçoit son C4, mais en respectant scrupuleusement les obligations légales, dont une « prime de départ » de 5 millions d'euros.

Deux jours plus tard, l'histoire se répète avec Dexia... et le gouverne-

*« On peut le dire crûment : l'argent des contribuables va sauver une institution de gens riches. [...] Quant aux managers qui ont obtenu des rémunérations très élevées, on ne peut pas revenir sur le passé : donner, c'est donner ; reprendre, c'est voler... »*

Etienne de Callatay  
Economiste de la Banque De  
groef (Le Soir, 29/09/2008)

ment et les régions dépensent encore 3 milliards. Nous passons les détails. Le mardi 30 septembre, la Banque centrale européenne a mis 228 milliards d'euros à disposition des banques de la zone euro.

Etait-il absolument nécessaire de mettre d'un jour à l'autre 7,7 milliards d'euros sur la table, alors qu'il n'y a pas un euro pour défendre le pouvoir d'achat ? C'est l'avis de nos parlementaires, tous partis confondus, qui se sont montrés « solidaires » du gouvernement.

Tout d'abord, clarifions que ce sont bien les travailleurs, toute la population, qui payent la note. Reynders et Leterme essayent de nous convaincre que les 7,7 milliards ne vont pas peser sur notre pouvoir d'achat, parce qu'ils ne font pas partie du « budget » dont ils sont en train de chercher l'équilibre. En effet, les milliards proviennent de la Société fédérale de participations et d'investissement (SFPI), que le gouvernement Leterme a mobilisé et à laquelle un arrêté royal, adopté le dimanche même, a accordé la garantie d'Etat pour pouvoir emprunter

de l'argent « sur le marché ». Alors qu'on nous répète depuis des décennies qu'il faut diminuer la fameuse « dette nationale », le gouvernement l'augmente encore. Et comment ! Dans le climat actuel, l'emprunt devra se faire à un taux considérable, et la charge des intérêts et du remboursement sera bel et bien inscrite sur le budget chaque année, quelques 250 millions par an, selon un calcul rapide, fait par Letterme devant les caméras. Des millions payés par les travailleurs, pour sauver les banques des riches !

Mais peut-être était-il indispensable de faire « le sacrifice » pour épargner des horreurs plus graves pour toute la population ? Le journal « Le Soir » du 27 septembre annonçait en première page la « mobilisation générale » pour sauver Fortis. Les hérauts du capital parlent de la crise comme d'une catastrophe naturelle, face à laquelle « tous » devraient serrer la ceinture. Ce n'est pas notre avis.

Le 2 octobre, le même journal nous confie que « *La crise actuelle provient de la volonté des banquiers de réaliser des profits...* ». Il constate que « *plutôt que de récolter des dépôts pour les redistribuer à ceux qui en ont besoin, les banques ont revendu ces crédits à d'autres...* ». Il déplore que « *le système de rémunération en vigueur dans les banques a aussi incité les banquiers à faire prendre des risques à leurs clients, en leur vendant des produits dont il est de plus en plus difficile d'apprécier la dangerosité, mais qui génèrent de belles commissions.* »

Mais comment donc empêcher les banquiers de vouloir réaliser du profit sur notre dos ? Peut-on les en empêcher par une loi ? On peut bien faire une loi contre des travailleurs sans papiers, et, par exemple, décréter qu'une mère de deux enfants belges ne peut ni circuler ni travailler sur le territoire national, parce qu'elle est née en Equateur. Mais on ne peut même pas imaginer que nos parlementaires puissent faire des lois pour rendre le capitalisme illégal.

Toutefois, il devient de plus en



plus évident qu'on ne peut pas confier les tâches principales d'une banque, ou d'une entreprise, à des barons Lippens et autres Votron. Une banque comme Fortis et ses prédécesseurs ont accumulé des richesses énormes au long de plus d'un siècle, sur le dos des travailleurs. Quand une telle entreprise risque la faillite, elle doit tout simplement être expropriée. Ses agences, son réseau, ses actifs doivent être mis au service de « *récolter des dépôts pour les redistribuer à ceux qui en ont besoin* », et cela sous le contrôle maintenant des travailleurs. C'est la même solution à appliquer à toute entreprise qui fait faillite parce que la multinationale dont elle dépend a décidé de délocaliser et de laisser des milliers de travailleurs sur le carreau. Elle doit être expropriée et mise sous le contrôle des travailleurs.

En réalité, ce qui se passe avec Fortis n'est qu'un reflet d'une crise profonde de tout le système, face à laquelle les capitalistes vont essayer de sauver leurs profits sur le dos des travailleurs. Ce n'est pas par hasard que notre pouvoir d'achat est de plus en plus mis en cause. Ce n'est pas par hasard que, juste maintenant, une directive européenne veut instaurer une semaine de 65 heures de travail. La « solution » du capitalisme, c'est de charger la crise sur le dos des travailleurs, avec des fermetures d'usines, avec des licenciements à grande échelle, avec la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation de la durée de travail, et avec la « nationalisation » des pertes des banquiers.

Un certain Di Rupo, ancien administrateur de la banque Dexia, s'in-

surge contre le « capitalisme débridé » et hurle que « ce qui est arrivé est inacceptable ». Mais il défend haut et fort l'économie de marché, c'est-à-dire l'économie basée sur... *la volonté des banquiers de réaliser des profits*. Et il ne pense nullement de mener la croisade contre la vice-premier ministre, Laurette Onkelinx ou le gouverneur de la Banque Nationale, Guy Quaden, tous deux membres de son parti, fervent défenseurs de première heure du « sauvetage » du « capitalisme débridé » de Fortis. Même dans la gauche radicale, il y en a qui s'insurgent contre le « capitalisme financier », sans mettre en cause le capitalisme lui-même, comme système de fonctionnement de l'économie. La chute du Mur de Berlin aurait démontré que toute autre solution serait pure illusion.

La classe des capitalistes, avec leur gouvernement et leurs parlementaires, serre les rangs dans une grande Union Sacrée pour sauver leur système, sur le dos des travailleurs. A nous de nous unir, pour défendre notre pouvoir d'achat, pour construire un rapport de force qui permettra d'avancer notre solution, celle d'exproprier les banques qui font faillite, de les nationaliser et de les mettre sous le contrôle des travailleurs. Face au chômage et aux licenciements en masse, nous devons exiger de répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Non à la directive des 65 heures. Il faut en finir avec les privatisations des services publics : ils sont trop importants pour les laisser à la merci des capitalistes. Les syndicats doivent organiser la lutte pour le pouvoir d'achat, pour une indexation correcte de nos salaires, qui commence par la restitution du pétrole dans l'index. De cette façon, nous pourrions avancer dans l'organisation de notre classe, avec la perspective d'en finir avec le capitalisme lui-même, de construire une autre société, le socialisme.

<sup>1</sup> « Un ténor de la finance belge », Le Soir 27/09/2008

Le dessin de Kroll est de Le Soir 30.09.2008

### Non à la Directive des 65 heures par semaine

Le 9 juin dernier, les ministres du Travail de l'Union européenne ont approuvé à l'unanimité une « proposition de modification » de la directive actuelle sur le temps de travail pour permettre l'extension de la semaine de travail jusqu'à 65 heures. (Voir Presse Internationale n°60 de juillet 2008.) La lutte contre cette Directive s'organise en Europe. La Confédération Européenne des Syndicats (CES) propose un arrêt de travail plutôt symbolique, de 5 à 15 minutes, le 7 octobre. Beaucoup d'organisations syndicales veulent une grève de 24 heures ce jour-là. Voici une déclaration en ce sens en Espagne, signée par plusieurs dizaines d'organisations syndicales.



#### Ils veulent nous faire reculer d'un siècle

Le 9 juin dernier, les ministres du Travail de l'Union européenne ont approuvé à l'unanimité une « proposition de modification » de la directive actuelle sur le temps de travail.

Cette nouvelle Directive autorise les Etats membres à changer leurs lois pour permettre l'extension de la semaine de travail jusqu'à 60 heures (ou jusqu'à 65 dans le cas de groupes - comme le personnel des hôpitaux ou les pompiers - dont les temps d'attente, lorsqu'ils sont de garde, cessent d'être considérés comme du temps de travail). Comme la limite de 60 heures est, en outre, une moyenne trimestrielle, la semaine réelle pourrait être prolongée jusqu'à 78 heures. Dans le cas de contrats de moins de 10 semaines, il n'y aurait même pas ces « limitations ».

Cette attaque brutale devrait être menée, en outre, au moyen d'accords individuels entre le travailleur et l'entreprise, en marge des conventions collectives et de la re-

présentation syndicale des travailleurs, ce qui représente une attaque frontale contre une des plus grandes conquêtes de la lutte des travailleurs : le droit à la représentation et à la négociation collective. Cette Directive indigne doit passer maintenant par le Parlement européen pour son approbation définitive.

#### Nous manifestons notre rejet total de la Directive

En 1919, l'OIT a officialisé la journée maximale de huit heures, après une longue lutte du mouvement ouvrier international pour la journée de 8 heures. Maintenant, **ils veulent nous faire reculer de plus d'un siècle**, en nous imposant de nouveau des journées « légales » de 10 à 12 heures, six jours par semaine. Les mêmes ministres qui veulent augmenter le temps de travail, veulent aussi que nous prenions notre retraite à 70 ans. Ils veulent en finir avec les conquêtes sociales et privatiser les services publics.

#### L'enjeu est énorme. Pour une grève générale de 24 heures le 7 octobre !

Avec la Directive sur le temps de travail, un énorme retour en arrière est en jeu, ainsi que le futur des nouvelles générations de travailleurs. Une agression de cette envergure exige une réponse générale et ferme dans toute l'Europe. Quelques pressions diplomatiques sur les parlementaires ou les gouvernements, ou quelques actions éclairs ne sont pas suffisantes.

C'est pourquoi, nous appelons la Confédération Européenne des Syndicats (CES) à transformer les arrêts de travail de 5 à 15 minutes le 7 octobre, en une **grève générale européenne de 24 heures**, avec de grandes manifestations pour exiger, au nom de la classe ouvrière, le retrait immédiat de la Directive.

En même temps, nous exigeons des euro-députés qu'ils rejettent d'emblée la Directive, et du Gouvernement qu'il se manifeste clairement contre cette Directive et appelle à la proscrire dans toute l'Europe.

La Déclaration a été signée par plus de 75 organisations syndicales  
Voir la liste sur [www.moviments.net/xarxacontratancaments/](http://www.moviments.net/xarxacontratancaments/)

## Non à la privatisation

Dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 septembre, les travailleurs du centre de tri de Bruxelles se sont croisés les bras, rejoints par leurs collègues d'Ixelles. Ils protestaient contre la surcharge de travail due à la fusion de Kilopost et Taxipost. Ils ont repris le travail le lendemain, un accord ayant été négocié avec la direction de La Poste. Mais selon le porte-parole de La Poste, les grévistes avaient mal compris le plan. Bref, une fois encore, le patron fait passer les travailleurs pour des imbéciles, qui réagissent en faisant des « grèves sauvages » pratiquement sans raison. Mais les postiers savent bien ce qui leur pend au nez : une exploitation de plus en plus soutenue suite à la « restructuration ».

### Une privatisation totale de La Poste

La Poste est, comme toutes les postes des pays de l'Union Européenne, destinée à être privatisée d'ici 2011. D'une propriété étatique, elle passe entre les mains d'un consortium privé, formé de la Poste Danoise et CVC Capital Partners. Ainsi, à l'approche de la date de libéralisation complète du marché, La Poste évolue d'un service de qualité accessible au plus grand nombre à un « service universel », selon les termes de la Commission Européenne, c'est-à-dire un service rentable qui fait du fric pour ses actionnaires. Et la poste ne s'en cache pas. Elle ouvre son rapport 2007<sup>1</sup> en se félicitant d'avoir une « augmentation du chiffre d'affaires consolidé de La Poste de 2% par rapport à 2006 pour atteindre 2276,4 millions d'euros. » La Poste a fait en 2007 un bénéfice de 161,3 millions d'euros, en comptant les activités opérationnelles.

Pour faire du chiffre, il convient, pour La Poste comme pour n'importe quelle société, de « réduire les coûts », ce qui se traduit nécessairement par des restructurations, touchant tant les infrastructures que la main d'œuvre.

Le premier élément mis en avant par le Plan Stratégique consiste en la centralisation toujours plus forte du réseau des bureaux de poste et des centres de distribution, avec les conséquences habituelles que l'on sait : licenciement massif de personnel, éloignement des lieux de distribution (synonyme d'alourdissement du travail en terme de mobilité et de changement incessant pour les postiers), diminution d'activité dans les

villes et villages,... En conséquence, beaucoup de ces bâtiments, coûteux en frais d'entretien et de leasing, fermeront : le Plan prévoit la transformation progressive de 500 bureaux distributeurs en 150 plateformes. Par exemple, « la région de Stavelot compte actuellement cinq bureaux à partir desquels les facteurs partent en tournée. Dès 2009, l'activité sera regroupée à la plateforme de Stavelot et les autres bureaux, ceux de Malmedy, Spa, Trois-Ponts et Waimmes, fermeront. »<sup>2</sup> Un véritable bain de sang social : chaque année, 1000 à 1500 emplois passent à la trappe.

Parallèlement, La Poste liquide ses bureaux dans les centres-villes. En 2007, plus de 255 bureaux ont été fermés ; et, en 2009, La Poste annonce 300 fermetures. Au final, selon P. Eyben, c'est plus de 650 bureaux qui sont appelés à disparaître,<sup>3</sup> remplacés par des points poste, dont plus de 50% sont gérés par des indépendants, titulaires d'une formation *ad hoc* de quelques jours, sans plus « faire partie du bâtiment ». Ces points poste ne fournissent que des services minimums, sans prendre en charge des services importants comme les opérations bancaires. Par là, La Poste maintient certes un service minimum à la population, mais de très médiocre qualité. Pour la direction, la logique est claire : il est « essentiel que notre réseau de points de vente présente une structure financière saine » ; alors que pour monsieur et madame tout le monde, l'enjeu est d'avoir un service de qualité, proche de son domicile.

Par ailleurs, avec le développement et l'utilisation du logiciel « Géoroute », la charge de travail des facteurs s'est récemment vue

augmenter de manière significative. Ce logiciel, visant à « améliorer la productivité » du facteur - entendez « robotiser » - contraint les facteurs à respecter des timings de livraison de plus en plus serrés et à parcourir des distances sans cesse croissantes (de 70 à plus de 110 km par jour en province), ce qui entraîne migraines et fatigue chronique (alors que nous sommes déjà en situation de dérèglement d'horaire) principalement pour les postiers âgés ou peu expérimentés, sans compter les heures supplémentaires en cas de surplus de courrier (en période électorale ou en fin d'année, par exemple). Un travailleur, cité dans un article de D. Horman, affirmait : « Pour livrer un recommandé, j'ai droit à une minute et demie. Mais s'il s'agit d'une personne âgée qui peine à descendre au rez-de-chaussée, dois-je lui dire d'aller chercher son recommandé au bureau parce qu'elle prend trop de temps pour descendre ? »<sup>4</sup>. En outre, ces parcours extrêmement précis présentent de nombreuses erreurs et incohérences (numéros intervertis, rues mal placées dans le parcours, chevauchement de tournées obligeant deux facteurs à distribuer la même zone), alourdissant le travail du postier sans que celui-ci ait la moindre chance de voir ses observations prises en compte par la direction, ce qui permettrait pourtant au postier de corriger sa feuille de route et donc de lui faire épargner du temps et de l'énergie. Mais La Poste nous rassure : « Le facteur, dernier maillon de toute la chaîne logistique, est et restera toujours notre figure de proue et notre meilleur ambassadeur. Nous accordons de l'importance à ce qu'il puisse continuer, malgré les réorganisations de

son travail, à exercer un rôle social auprès de nos clients. »<sup>5</sup>. Est-ce en stressant davantage les facteurs que La Poste compte soigner son image ? Ou est-ce en ne réengageant pas de postiers statutaires, mais en les remplaçant par des intérimaires, avec le nouveau sous-statut de « livreurs de courrier » ?

En effet, quel sort sera réservé aux facteurs dans le système qui vient ? A terme, on évalue que plus de 6000 équivalents temps plein seront convertis en 12.000 temps partiel non statutaires, moins bien payés et plus flexibles. Ces « livreurs de courrier » – « *seront-ils des ménagères ?* » plaisante un syndicaliste inspiré – ont cette particularité de ne plus avoir à trier le courrier de leur tournée avant de l'effectuer : cette tâche sera directement prise en charge dans les plate-formes. Quant aux *facteurs* proprement dits, ne leur reviendront que le paiement des pensions et la collecte... ainsi que leur barème largement revu à la baisse. On est loin de l'époque où les facteurs constituaient à eux seuls une poste ambulante... Cette dernière restructuration sonne définitivement le glas du rôle social du facteur. Selon Serge Chabottaux, secrétaire régional Luxembourg de la CGSP, « *aucun contact n'existera entre les facteurs occupés au tri, dans les plates-formes, et les livreurs qui iront chercher le courrier aux dépôts.* »<sup>6</sup>. Aussi, la qualité du service à la population connaîtra-t-elle une régression sans précédent. En effet, quoi qu'on dise, la communication entre le résident et son facteur restait importante. Le facteur titulaire, par sa connaissance du terrain, par les informations recueillies spontanément auprès de ses « usagers » (changements d'adresse non enre-

gistrés, nouvelles habitations, état civil, décès, etc.), intégrait ces indications lors de l'étape de tri, évitant chaque jour un nombre significatif d'erreurs. La perte de contact entre le tri et la distribution apparaît comme un affligeant dévoiement, ainsi que comme une déshumanisation radicale du service : elle trahit une fois de plus l'indifférence foncière du patronat de La Poste envers les spécificités du travail effectué par la base des travailleurs, un patronat semi-public qui n'obéit déjà plus qu'aux injonctions du capital.

### **Luttons ensemble, travailleurs et usagers, contre la privatisation**

Le 9 septembre, les dirigeants syndicaux de La Poste ont distribué un tract à la population pour prévenir des conséquences néfastes de la libéralisation, en interpellant les politiques et en les invitant à « *ouvrir les yeux sur la nécessité du maintien d'un service postal de qualité identique à celui que nous connaissons actuellement* »<sup>7</sup>. Mais c'est oublier que les politiques ont lancé ce processus il y a 20 ans, grâce à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines « entreprises publiques économiques ». Et que depuis, les 4 contrats de gestion entre le gouvernement et La Poste ne font qu'approfondir ce processus...

Nous ne pensons pas qu'il faille « que les politiques ouvrent leurs yeux », mais bien que soient poursuivies les actions de grèves contre Géoroute, contre la perte des emplois statutaires, ... bref, contre les restructurations imposées. Il s'agit de refaire, comme en mai 2007, une grève générale des postiers en front commun syndical, d'étendre les actions de grèves spontanées, bref, que les syndicats organisent la lutte

pour paralyser le réseau avec le but de mettre un frein au plan antisocial de la direction. De plus, les directions syndicales doivent rechercher des alliances avec les syndicats des autres postes européennes, elles aussi en processus de privatisation. Ainsi, le 23 septembre, 40% des postiers français ont répondu à l'appel du front commun syndical pour faire grève contre la privatisation. C'est en unifiant le mouvement au-delà des frontières que nous pourrions mettre en échec la libéralisation au niveau européen.

D'un autre côté, la population ne reste pas indifférente à ce qui se passe. Des comités de défense de la poste voient le jour, et une pétition qui demande le retour d'une poste 100% publique<sup>8</sup> a été lancée. En août, le comité de défense du bureau de poste de Sainte-Marguerite à Liège a obtenu une victoire : le bureau ne fermera pas<sup>9</sup>. Cela prouve, qu'en se mobilisant, nous pouvons mettre un frein à la transformation de notre Poste en une entreprise privée déconnectée de nos besoins. Enfin, si nous parvenons à unir nos luttes, travailleurs et usagers de La Poste ensemble, nous représenterons un poids suffisant pour mettre un frein définitif au bain de sang social que met en place La Poste en collaboration avec le gouvernement.

<sup>1</sup> Rapport Annuel 2007

<sup>2</sup> *L'Info du Jour*, 19/09

<sup>3</sup> Pierre Eyben, *Quel avenir pour la poste belge*, 18/09 <http://pierre.eyben.be/>

<sup>4</sup> Libéralisation totale de La Poste, Denis Horman

<sup>5</sup> Rapport Annuel 2007

<sup>6</sup> *Le Soir*, 08/01

<sup>7</sup> Tract 9/9 - *Il n'est pas trop tard mais...*

<sup>8</sup> [www.sauvonslaposte.be](http://www.sauvonslaposte.be)

<sup>9</sup> *Solidaire*, 05/09

**Non à la fermeture des bureaux de postes !**  
**Non à Géoroute !**  
**Renationalisation totale de La Poste !**  
**Pour un service public de qualité et gratuit !**  
**Travailleurs et usagers, solidarité !**



# Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°143 - septembre 2008 - de Correo Internacional, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur [www.litci.org](http://www.litci.org)

## La Bolivie

### Evo capitule encore une fois devant l'extrême droite

Après plusieurs jours d'extrême tension dans la confrontation entre le gouvernement d'Evo Morales, d'une part, et les gouverneurs et la bourgeoisie d'extrême droite de la « Media Luna », d'autre part, la situation a débouché sur une négociation officielle entre le gouvernement et ces gouverneurs (groupés dans la Conalde - Coordination Nationale Démocratique), pour arriver à un accord.

Selon la presse internationale, cette négociation représente la seule issue possible à la situation, afin d'éviter une guerre civile dans le pays. En même temps, on affirme qu'elle trouve un équilibre entre les intérêts des deux parties, qui devront céder quelque chose pour conclure l'accord.

Toutefois, la réalité montre que **cette négociation et son possible résultat représentent, en réalité, une nouvelle capitulation d'Evo, qui peut rendre possible un triomphe de la bourgeoisie d'extrême droite.**

Pour comprendre cette affirmation, il suffit de voir les points qui seront soumis à signature dans l'accord. D'une part, la bourgeoisie de la *Media Luna* s'engage à mettre fin aux blocages, à restituer les bâtiments nationaux occupés et à accepter la détention et la mise en accusation du gouverneur de Pan-

do, Leopoldo Fernández (non pour les dizaines d'assassinats dont il est responsable, mais uniquement pour « violation de l'état de siège »). D'autre part, le gouvernement national accepterait de retarder le referendum pour approuver le projet de Constitution élaboré par l'Assemblée Constituante (considéré « *excessivement indigéniste et étatiste* » par la bourgeoisie de la *Media Luna*) et il examinerait son contenu dans des négociations ; en outre, il se engage à restituer à ces gouverneurs la partie correspondante de l'IDH (Impôt en concept de Droits sur les Hydrocarbures) et « d'approfondir les autonomies ».

Autrement dit, en échange de points qui font partie du simple droit légal et politique (et qui ne devraient donc être soumis à aucune négociation), le gouvernement d'Evo accorderait toutes les exigences pour lesquelles la bourgeoisie de la *Media Luna* a entamé récemment ses mouvements violents. Pourquoi tout cela ?

#### Qu'est que c'est la bourgeoisie de la *Media Luna* ?

En Bolivie, on appelle *Media Luna* la région qui comprend les départements de Pando, Beni, Santa Cruz et Tarija. Ces départements, bien qu'ils n'hébergent qu'un tiers de la population du

pays, recèlent une part très importante des richesses naturelles boliviennes (pétrole, gaz, fer, production de soja et de viande). Ils produisent presque 60 % du PIB national et plus de deux tiers des exportations.

Ce développement date des dernières décennies, alors qu'au contraire, l'économie du reste de la Bolivie (l'altiplano central) stagnait ou reculait. Cette réalité a mené ces bourgeoisies régionales à promouvoir l'exigence d'un présumé « droit à l'autonomie » à l'intérieur de la Bolivie, qui menace même de diviser le pays. Il ne s'agit pas de l'exigence bien fondée d'une nationalité opprimée contre le pays oppresseur. Au contraire, il s'agit de l'exigence réactionnaire d'un secteur bourgeois très puissant, qui veut « l'autonomie » pour négocier directement avec l'impérialisme et les pays plus forts de la région (comme le Brésil) le bradage de ces richesses, afin d'obtenir une marge plus grande que celle obtenue actuellement (en éliminant la médiation du pouvoir central de La Paz) et pour se débarrasser, en passant, de « l'altiplano indigène, pauvre et rebelle ».





Selon un article de l'agence *Econoticias.Bolivia*, les propriétaires de la région sont « quelques 100 puissants clans familiaux, qui contrôlent l'agro-industrie, le commerce extérieur, la banque et les grands moyens de communication ». Ces clans d'entrepreneurs familiaux possèdent des latifundia gigantesques qui, selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), totalisent 25 millions d'hectares.

Cette coalition « d'autonomistes puissants » est dirigée par la bourgeoisie de Santa Cruz, la plus forte et la plus dynamique du pays, avec un projet politique propre, mis en oeuvre depuis plusieurs années. Certains de ses membres ont une origine européenne beaucoup plus récente. Par exemple, son principal dirigeant, Branko Marinkovic, est le fils d'un immigrant croate. Grand propriétaire terrien (26 000 hectares), il a en outre un poids

important dans le secteur de la production et l'exportation d'huile de soja et il est le directeur de la puissante entreprise *Transporte de Hidrocarburos*, qui met en oeuvre 6 000 km de gazoducs et d'oléoducs menant au Brésil, à l'Argentine et au Chili. Exxon et Shell ont 50 % du capital de cette entreprise.

### Un projet d'extrême droite

Sur la base de ce pouvoir économique, les bourgeoisies de la *Media Luna* ont déjà obtenu, par voie électorale, le pouvoir politique de leurs départements. Forts de cela, ils essayent de mettre sur pied un « Etat à eux », avec son propre parlement et sa propre police, et d'obtenir le contrôle absolu sur les richesses de la terre, les hydrocarbures, les impôts, l'éducation, etc.

C'est un projet qui adopte une idéologie profondément raciste, de dédain envers les « Indiens », c'est-à-dire envers la majorité de la po-

pulation, non seulement de la Bolivie mais aussi de leurs propres régions. Et surtout, cette orientation d'extrême droite ne se limite pas à l'idéologie mais se manifeste aussi dans l'action.

Les « Comités civiques » formés par ces bourgeoisies régionales, et des organisations comme l'Union de la Jeunesse Civique de Santa Cruz (UJC), utilisent des méthodes fascistes (c'est-à-dire, de guerre civile) pour réprimer les masses, spécialement les paysans de la région. Les assassinats récents de dizaines de paysans à Pando sont un exemple de cela (voir l'encadré). Dans le cas de l'UJC, l'organisation est formée par les fils des entrepreneurs et des grands propriétaires terriens, mais elle incorpore aussi des jeunes de classe moyenne, soucieux de grimper dans l'échelle sociale.

La bourgeoisie de la *Media Luna* est parvenue à gagner un secteur important des classes moyennes régionales pour son projet. En même temps, les élections montrent qu'elle a le soutien électoral de certains secteurs du mouvement de masses. Il n'est pas clairement établi toutefois si cet appui concerne l'ensemble de sa politique et ses méthodes ou si, au contraire, il exprime seulement une confusion temporaire face aux promesses d'une amélioration du niveau de vie avec l'« autonomie ».

Ce projet d'extrême droite peut compter sur le soutien du gouvernement des Etats-Unis. Les relations étroites de Phillip Goldberg, l'ambassadeur expulsé par le gouvernement d'Evo, avec Marinkovic, ainsi que le financement des politiciens d'extrême droite de la *Media Luna* par l'agence américaine de coopération (Usaid), en témoignent. Le projet dispose probablement aussi du soutien de secteurs de la bourgeoisie brésilienne, avec des intérêts importants

dans la région à travers Petrobras et la production de soja (le tiers de la terre destinée à cette culture étant entre les mains de bourgeois brésiliens ou de leurs prête-noms).

### **Les capitulations d'Evo**

Ce projet d'extrême droite avance de façon accélérée : il contrôle déjà une partie du pays, il menace la production de gaz et il s'impose face à l'impuissance ou l'inaction du gouvernement. C'est pourquoi, comme le signale la déclaration récente de la LIT-QI, nous nous demandons : « *Comment est-il possible que cela ait lieu dans un pays qui a vécu, durant ces dernières années, deux révolutions qui ont renversé des gouvernements de droite ? [...] Comment ce mouvement peut-il avoir tant de force dans un pays où, il y a moins de deux mois, le président a obtenu presque 70 % des voix pour confirmer son mandat lors d'un référendum révocatoire ?* ».

La même déclaration répond à ces questions : « *La seule explication possible est la politique de conciliation du gouvernement. Le gouvernement d'Evo Morales refuse de réprimer le mouvement d'extrême droite et de mobiliser les masses contre lui, alors qu'il n'a pas hésité, récemment, de réprimer durement la lutte des mineurs de Huanuni en défense de leur pension et d'autres exigences, en tuant plusieurs travailleurs dans cette répression. A tout moment, Evo cherche des accords ou des pactes avec la bourgeoisie de la Media Luna pour gouverner conjointement le pays. Il refuse d'envoyer des troupes à tous les Départements pour récupérer les bâtiments publics occupés, sous prétexte de "ne pas verser de sang" ».*

Mais des dizaines de paysans et d'indigènes ont déjà été assassinés dans la *Media Luna* par les bandes

d'extrême droite. Le sang coule déjà. Ce n'est donc pas la véritable raison de la politique d'Evo. Pour nous, l'explication profonde de cette politique est que, au-delà de l'origine paysanne et indigène de ce gouvernement et du fait que la majorité du peuple bolivien le voit comme « son gouvernement », il s'agit bel et bien d'un gouvernement bourgeois, qui cherche à défendre le système capitaliste et l'Etat bourgeois bolivien, qui cherche à éviter l'approfondissement des processus de mobilisation de masses qui menacent de le faire tomber. C'est pourquoi, bien que durement attaqué par la bourgeoisie de la *Media Luna* et l'impérialisme, il insiste sur la politique de conciliation avec eux.

### **La conciliation fortifie l'extrême droite**

Il est évident que la « conciliation » promue par Evo a seulement laissé la voie ouverte pour que l'extrême droite avance. En premier lieu, celle-ci s'est déployée dans les départements de la *Media Luna*, et cette légalité et ces fonds ont servi pour développer son projet. Maintenant, à travers l'action directe, elle hausse le ton et se fortifie de plus en plus, en occupant le vide de pouvoir laissé par le gouvernement et en avançant avec son projet.

Pire encore, cette politique de conciliation essaye de paralyser et de démoraliser une réaction possible des masses, qui seraient la seule force capable de faire face à l'extrême droite et de la mettre en échec. C'est une politique qui ne peut pas être qualifiée autrement que de « suicidaire » et dont la droite profitera avec de nouvelles attaques, malgré l'accord qu'elle est en train de signer avec le gouvernement et qui consolide ses avancées.

### **Il faut s'organiser pour faire face à la droite dans la rue**

Fortifiée par cette victoire possible, l'extrême droite voudra continuer à avancer et répétera les méthodes violentes qui lui ont si bien réussi jusqu'à présent. Les assassinats de Pando montrent ce que sera le futur bolivien si l'extrême droite s'impose. Si le gouvernement d'Evo ne se décide pas de la combattre à fond, le peuple bolivien doit se mobiliser et exiger de lui qu'il le fasse.

Mais le peuple ne peut pas attendre passivement la réponse d'un gouvernement qui, jusqu'à présent, a toujours opté pour la conciliation. Pour faire face à l'extrême droite et la mettre en échec, il est nécessaire que les travailleurs et les masses boliviennes développent leur propre mobilisation autonome et s'organisent pour cela.

C'est pourquoi, nous revendiquons la déclaration approuvée par les mineurs de Huanuni qui dit : « *Prison pour tous les séditieux ! Qu'ils s'en aillent de notre pays ! Faisons avec ces fascistes la même chose que le Président a fait avec l'Ambassadeur des Etats-Unis ! Ça suffit ! Assez de mineurs et de paysans assassinés ! Assez d'agressions contre le pays ! Assez de propriétaires fonciers et d'oligarques qui veulent contrôler toute la Bolivie ! Il faut freiner la violence de l'oligarchie. Nous tous, toute la classe ouvrière, nous devons reprendre les mobilisations et faire valoir l'"agenda d'octobre", qui propose de combattre pour l'expropriation des propriétaires fonciers de l'Est bolivien. La terre aux paysans et aux indigènes et pour une véritable nationalisation du gaz et de l'industrie minière. Non au racisme et à la discrimination de nos frères ! [...] Pour l'unité du peuple, en lutte contre les séparatistes et pour freiner l'esca-*

*lade de violence. Le seul chemin est la mobilisation des travailleurs et des paysans pour mettre en échec l'oligarchie. »*

C'est une proposition absolument réalisable, tant par l'histoire combative du peuple bolivien que par sa réalité actuelle. Même si la majorité a encore confiance dans le gouvernement d'Evo Morales et le soutient, partout apparaissent des mobilisations qui montrent la disposition à faire face à l'extrême droite et à la mettre en échec.

Il y a les mobilisations massives convoquées depuis *El Alto* et par la COB nationale, qui ont réuni des dizaines de milliers de personnes à La Paz, ainsi que le blocage de la route de Cochabamba à Santa Cruz par les paysans du Chaparé. Il y a les habitants de *Plan 3 000*, un des quartiers les plus pauvres de la ville de Santa Cruz, avec 300 000 habitants constamment attaqués par les bandes fascistes des « Civiques », qui ont commencé à s'organiser pour se défendre contre les attaques et sont déjà parvenus à défendre le quartier à plusieurs reprises.

Ce sont ces mobilisations, dans une grande mesure fruits de la condamnation du massacre de Pando, qui ont forcé le gouvernement d'Evo à assumer un discours plus « dur » et à prendre des mesures pour donner satisfaction à cette base, avec la détention du gouverneur de Pando. Ce sont ces mobilisations qui empêchent jusqu'à maintenant le gouvernement de brader les « autonomies des nations originaires », inclus dans le projet de Constitution, lors des négociations.

### **Pour se mettre à la tête de cette lutte, la COB doit avoir de l'indépendance face au gouvernement**

Dans un autre article de cette édition, nous analysons plus profondément ce qu'est le fascisme et

comment lui faire face. La conclusion principale est que seule la classe ouvrière, à la tête des masses paysannes, indigènes et populaires, peut le mettre en échec, sans aucune confiance dans les gouvernements qui s'arrangent avec l'extrême droite, et avec une autonomie totale par rapport à ces gouvernements

En ce sens, le rôle que peut jouer la COB est fondamental. Mais pour ce faire, cette organisation doit changer d'orientation et doit retirer son appui et son soutien au gouvernement d'Evo, un soutien que son secrétaire exécutif, Pedro Montes, vient de signer avec le gouvernement, au nom de la COB, ensemble avec des dirigeants paysans et le dirigeant de *El Alto*, Edgar Patana, qui ont toujours soutenu le gouvernement.

Nous nous référons à « *L'Accord pour la défense de la démocratie, l'unité et l'intégrité du pays* ». L'objectif de ce pacte serait « *la défense de l'unité du pays et la défense de la démocratie touchée par un putsch civil* » en même temps qu'il condamne « *la haine et le racisme fasciste et néonazi et l'attitude des gouverneurs et des dirigeants néo-libéraux* ». Toutefois, le texte inclut aussi explicitement « *le soutien à l'attitude révolutionnaire* » du président Morales dans sa réponse à l'attaque de la bourgeoisie de la *Media Luna*. C'est-à-dire, sous le couvert de la nécessité de faire face à cette bourgeoisie, l'accord intègre la COB dans un front de soutien au gouvernement d'Evo et à sa politique de conciliation. Si cet accord se maintient, il n'y a aucune possibilité que la COB soit la direction dont les masses boliviennes ont besoin pour mettre en échec l'extrême droite.

C'est pourquoi, nous faisons nôtres les critiques qu'ont fait les secteurs les plus combatifs de la

COB, qui n'ont pas été consultés. C'est le cas de Guido Mitma, secrétaire exécutif de la Fédération de Mineurs, qui a déclaré que la signature de l'accord était « unilatérale et inorganique » et qu'elle compromettait « l'indépendance politique des travailleurs ». Il a aussi mis en question « *le dialogue et les négociations que le président Morales mène avec l'oligarchie* » et il ajoute : « *Nous, les mineurs, nous assumons le compromis de préserver l'intégrité du territoire national et de la démocratie. Mais le dialogue avec l'oligarchie et les concessions envers elle n'apporteront rien de bon pour les travailleurs et le pays. [...] Au contraire, il faut approfondir "l'agenda d'octobre", qui prône la nationalisation réelle des ressources naturelles non renouvelables qui sont toujours entre les mains des transnationales ; l'expropriation des immenses latifundia dans l'Est et dans les vallées ; la distribution de la terre entre les paysans et les indigènes pauvres ; et l'amélioration dans les conditions de travail et de vie des travailleurs.* » Il a revendiqué, en outre, des résolutions de congrès de mineurs qui expriment : « *Assez de concertation avec les conspirateurs et les saboteurs du véritable processus de changement.* » Il est indispensable que cette proposition correcte se transforme substantiellement en action, par exemple, en expropriation immédiate des « 100 clans ».

Pour cela, il faut reprendre la tradition glorieuse des mineurs dans la Révolution de 1952 (spécialement celle des milices ouvrières de la COB), des mobilisations de 1985 et des soulèvements triomphants de 2003 et de 2005, quand les travailleurs et les secteurs populaires ont fait face à la répression armée dans la rue et l'ont mise en échec.

Les mineurs, qui ont critiqué durement la signature de l'accord avec le gouvernement, doivent combattre pour que la COB rompe cet accord et lance un appel à tous les syndicats, aux organisations paysannes, populaires et démocratiques, pour former un grand Front Unique afin de faire face aux fascistes au moyen de l'action directe. Une grande mobilisation nationale de masses est nécessaire pour mettre en échec la droite.

Il est évident, en outre, qu'on ne peut pas faire face aux groupes des fascistes avec des mots ou des meetings sur la place publique. Il faut se défendre des groupes fascistes dans la rue, en utilisant des méthodes d'action directe. Il est urgent que les syndicats et les organisations paysannes organisent des milliers de groupes d'autodéfense parmi les mineurs, les

paysans, les travailleurs industriels et les secteurs populaires, en reprenant la tradition glorieuse des milices de la COB de 1952. C'est le seul chemin pour mettre en échec l'extrême droite et les organisations fascistes.

#### **La nécessité du soutien international**

Le projet de l'extrême droite de la *Media Luna* représente une grande menace, non seulement pour les masses boliviennes mais aussi pour le mouvement ouvrier et les peuples de toute l'Amérique latine. Il s'agit d'un « essai » qui, en cas de succès, pourrait se répéter dans d'autres pays et régions « en conflit ». C'est pourquoi, il est indispensable de le mettre en échec. Il est indispensable d'apporter l'appui de tout le continent au peuple bolivien. Aidons à mettre

en échec ce projet de l'extrême droite, avant qu'il ne se fortifie davantage et s'étende à d'autres pays.

La tâche immédiate est d'entourer le peuple d'actions de solidarité et de rejet du projet d'extrême droite, comme les mobilisations qui ont déjà eu lieu en Argentine, Equateur, Uruguay et Brésil. Il y a aussi la proposition de Conlutas du Brésil, que la solidarité avec le peuple bolivien et le rejet de l'extrême droite soit un des axes principaux de la « semaine anti-impérialiste » que l'ELACT (Rencontre Latino-Américaine et Caraïbe des Travailleurs) a décidé de réaliser en octobre. La LIT-QI s'engage à soutenir totalement ces actions.



## Les assassinats de Pando

Il y a eu récemment, dans le département de Pando, des attaques extrêmement violentes contre des paysans, partisans du gouvernement, de la part de groupes armés d'extrême droite. On compte 28 assassinats et il y a 45 disparus dont on ne sait pas s'ils sont morts eux aussi, ou s'ils se sont enfuis pour échapper des bandes fascistes.

Une vidéo circule sur Internet, diffusée à l'origine par Canal 7 (étatique), qui montre comment les bandes de paramilitaires et de tueurs à gage, au service du gouverneur de Pando, Leopoldo Fernández, selon les témoignages rassemblés de quelques survivants, achèvent le massacre de paysans sans défense dans la rivière Tahuamanu.

Nous reproduisons le texte qui suit, à partir du matériel reçu de *BoliviaEnVideos.com* (16 septembre 2008) :

*« Les images montrent comment les paysans se sont jetés à la rivière pour essayer de sauver leurs vies et de traverser l'affluent à la nage, mais les hommes armés tirent. Dans au moins deux occasions on entend dire : "là, il y a encore des Indiens". Celui qui parle est une des personnes situées sur la rive du Tahuamanu, tandis qu'on entend les rafales de mitrailleuse. [...] On voit aussi une personne, probablement*

*un médecin, qui déclare : "Écoutez, c'est terrible, ça c'est un fusil, nous nous occupons de gens, à vrai dire, cette situation passe les limites, c'est terrible, c'est le comble, nous n'avons aucune sécurité". Pendant que les images passent, quelqu'un dont on voit une main, probablement un des tireurs à gage, signale avec ironie : "ils ont peur", tandis que ses compagnons continuent à tirer avec leurs armes. "Là, il y a beaucoup d'Indiens cachés", assure un autre des paramilitaires, alors que leurs victimes nagent désespérément en essayant d'atteindre l'autre rive de la rivière Tahuamanu et de pouvoir ainsi échapper à la pluie de balles. On écoute partout les rafales de mitrailleuse, et les projectiles qui font impact sur la surface de l'eau provoquent des ondes, qui certifient le massacre. La vidéo montre aussi quelques victimes, comme le corps d'Alfonzo Cruz, inerte, ainsi que des cercueils transférés dans une camionnette. Un des témoignages indique qu'on a trouvé un corps, des heures plus tard, en aval de la rivière, dont la mort est arrivée quand une balle est entrée par la nuque et est sortie par la bouche en la détruisant complètement. »*



Pando, le 11 septembre 2008

## Le véritable rôle de l'Unasur

L'Unasur (Union de nations sud-américaines), créée en mai 2008, vient d'avoir son « baptême de feu » avec la réunion de présidents des pays membres, y compris Evo Morales. La réunion a eu lieu au Chili, en pleine crise bolivienne.

Un fait très important de cette réunion a été qu'elle a montré clairement le poids central occupé par le Brésil dans la région. Bien que la réunion ait été promue, initialement, par des pays plutôt favorables à Evo des Morales (le Venezuela et l'Argentine, auxquels s'est ajouté le Chili, qui occupe la présidence temporaire), elle a seulement été assurée quand le président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, a confirmé sa participation.

Bien sûr, pour y participer, Lula a mis clairement en avant quelques conditions : qu'elle soit demandée par Evo Morales et qu'elle soit orientée vers « un dialogue conciliateur » avec la bourgeoisie d'extrême droite de la *Media Luna* (appelée, de façon hypocrite, « acteur politique du pays »), dans le but d'atteindre une « solution négociée et soutenable » dont le contenu est essentiellement celui de l'accord qu'Evo allait signer avec l'opposition, et que nous commentons dans l'article principal de cette édition. Ce n'est pas par hasard que le journal espagnol

« El País » relate la réunion sous le titre : « *Lula prend les rênes de la crise bolivienne* ».

Pour écarter tout doute sur le fait que la position de Lula et du gouvernement brésilien est pleinement favorable à la bourgeoisie de la *Media Luna*, voyons cette déclaration de Marco Aurélio Garcia, conseiller spécial du gouvernement pour les Relations Extérieures, à propos de la situation (*O Estado de São Paulo*, 17 septembre 2008) : « *Dans notre évaluation, il y a un aspect négatif et un autre positif. [...] Le négatif a été l'ordre de prison pour le gouverneur de Pando, Leopoldo González. Le positif a été l'établissement d'un agenda de négociation entre le gouvernement et l'opposition autour de trois points : des changements dans le projet constitutionnel, l'autonomie des départements et les impôts.* ».

Noir sur Blanc, pour le gouvernement brésilien, est « négatif », la prison d'un gouverneur responsable de l'assassinat de dizaines de paysans par des bandes fascistes ; est « positif », le fait que le gouvernement accepte de capituler à toutes les exigences de la bourgeoisie de la *Media Luna*.

C'est à partir de cette position du gouvernement de Lula qu'il faut évaluer la véritable signification de la réunion et de la déclaration de

l'Unasur. Il est vrai que, d'une part, elle soutient le gouvernement d'Evo face à « toute tentative de putsch ou de division du pays ». Mais en même temps - et c'est ce qui finalement a été l'objectif de fond de la réunion - la déclaration finale a comme centre, de promouvoir et de garantir la négociation qui concrétise cette nouvelle capitulation d'Evo face à l'extrême droite.

L'Unasur est née avec la soi-disant intention d'être une organisation internationale différente de l'OEA, plus indépendante des Etats-Unis puisque les représentants de ce pays n'y participent pas. Face à la situation bolivienne, elle aurait pu démontrer rapidement cette « indépendance », par exemple, en prenant la résolution d'expulser tous les ambassadeurs américains du sous-continent, comme ont fait les gouvernements d'Evo et de Chávez, et en rompant les relations diplomatiques avec les Etats-Unis aussi longtemps que le gouvernement de ce pays maintiendra son soutien à la bourgeoisie de la *Media Luna*. Mais, loin de prendre ces mesures politiques indépendantes minimales, les représentants de l'Unasur se trouvent actuellement en Bolivie, avec l'OEA, l'ONU et l'Eglise, comme observateurs pour « sanctifier » la capitulation d'Evo.

## Qu'est-ce que le fascisme, et comment le combattre ?

Dans les dernières décennies c'est généralisée une tendance dans la gauche mondiale de définir tout mouvement, gouvernement ou politique réactionnaire de droite ou qui promeut une politique répressive contre le mouvement de masses comme « fasciste ». De cette manière on caractérise comme « fasciste », depuis le gouverne-

ment de Bush et sa politique jusqu'à de nombreux mouvements, organisations et gouvernements partout dans le monde.

Cette généralisation abusive, entamée par le stalinisme pendant la période où est apparue le fascisme européen (les années 1920 et 1930), empêche de comprendre et d'étudier les véritables caractéristi-

ques de ces processus et, par conséquent, de proposer les politiques et les méthodes adéquates pour les combattre.

Mais le plus grave est que ceux qui utilisent de manière généralisée la définition de « fasciste », n'appliquent pas les leçons historiques concernant la façon dont les travailleurs et les masses devraient

combattre le véritable fascisme. De cette manière, leurs propositions politiques confondent doublement le mouvement de masses.

Actuellement, ce débat se développe autour de la discussion sur les caractéristiques du mouvement politique promu par la bourgeoisie de la *Media Luna* en Bolivie et comment lui faire face. Pour aborder mieux ce sujet spécifique, il nous paraît opportun de rappeler quelques définitions de Léon Trotsky qui, face à la confusion créée par le stalinisme, a été celui qui a étudié le plus sérieusement le phénomène du fascisme et a fait les propositions les plus correctes concernant la façon de le mettre en échec. Nous pensons spécialement à la série d'articles écrits tout au long des années 1930, réunis dans le recueil « *Comment vaincre le fascisme* ».

([www.marxists.org/francais/trotsky/livres/cvf/cvf.htm](http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/cvf/cvf.htm))

### **Quelques définitions de Trotsky**

Voyons les questions centrales développées par le révolutionnaire russe dans ces articles :

a) Il définit le fascisme comme un mouvement politique promu par les secteurs les plus concentrés du capital financier et monopolistique et au service de ces secteurs, un mouvement qui recrute la petite bourgeoisie désespérée et paupérisée par la crise, des secteurs ouvriers déclassés par le chômage et des éléments clochards, pour attaquer et mettre en échec le mouvement ouvrier et de masses avec des méthodes de guerre civile.

b) Les organisations fascistes sont, initialement, marginales ou petites. Mais elles peuvent acquérir rapidement un poids de masses, dû au fait que l'augmentation du désespoir de ces secteurs sociaux les pousse vers la droite, dans la mesure où la perspective de la révolution socialiste ne prend pas forme.

Par conséquent, la classe ouvrière s'affaiblit comme alternative de direction pour offrir une issue à la crise et la décadence. En ce sens, Trotsky signale en 1930 que, « *si le parti communiste est le parti de l'espoir révolutionnaire, le fascisme, en tant que mouvement de masses, est le parti du désespoir contre-révolutionnaire* ».

### **La lutte pour la petite-bourgeoisie**

C'est pourquoi, la politique que Trotsky propose pour combattre le fascisme se concentre sur deux questions principales. La première est que cette bataille était, dans une grande mesure, une lutte pour que le mouvement ouvrier gagne à son camp la petite bourgeoisie ou d'importants secteurs de celle-ci. Dans des époques de crise et de processus révolutionnaires, ce secteur social complexe, incapable d'être le sujet d'une issue politique propre, oscille entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, entre tourner à gauche ou à droite.

Si la classe ouvrière apparaît comme un pôle indépendant clair, et offre une possibilité certaine de révolution socialiste, elle gagnera d'importants secteurs petits-bourgeois dans cette perspective. Un facteur fondamental entre ici en jeu : l'existence d'une direction révolutionnaire (ou d'une alternative de direction) qui promeut cette politique.

Si au contraire la classe ouvrière n'offre pas une alternative claire et si la perspective de la révolution socialiste est diffuse et souffre du retard, le fascisme gagne des secteurs croissants et se fortifie de plus en plus. Autrement dit, la croissance des organisations fascistes est inversement proportionnelle à la force d'attraction de la classe ouvrière et ses organisations.

C'est pourquoi, Trotsky a criti-

qué durement la politique de promotion des gouvernements de « front populaire » (qui ont existé, par exemple, en France et en Espagne), une politique que le stalinisme commence à impluser en 1934. Il s'agit de gouvernements bourgeois dont font partie les organisations et les partis ouvriers, ensemble avec les secteurs non-fascistes de la bourgeoisie. Trotsky a qualifié le front populaire comme « *l'avant-dernière tentative de la bourgeoisie pour freiner la révolution, avant le fascisme* ».

Il alertait sur le fait que les fronts populaires, loin d'aider à mettre en échec le fascisme - l'excuse utilisée par le stalinisme et la social-démocratie pour y participer - aideraient seulement à son triomphe, par leur politique de conciliation de classes et leur politique de consistant à museler la mobilisation ouvrière pour qu'elle ne dépasse pas les limites du régime bourgeois, comme cela a été le cas en Espagne en 1939.

Il proposait que - au-delà de la possibilité de réaliser des actions unitaires ponctuelles avec des secteurs bourgeois pour combattre le fascisme - la seule politique révolutionnaire pour les partis et les organisations ouvrières était celle de ne faire aucune confiance ni de donner aucun appui à ces gouvernements. Il fallait maintenir l'indépendance et l'autonomie politique les plus absolues, tant pour combattre le fascisme, que pour combattre l'ensemble de la bourgeoisie et le gouvernement lui-même. Toute forme d'appui à ces gouvernements, y compris les formes indirectes ou honteuses, mènerait à la défaite de la classe ouvrière et ouvrirait le chemin du triomphe du fascisme, comme nous avons vu.

### **La nécessité de combattre le fascisme dans la rue**

Le second aspect central de sa

proposition se résume en une phrase frappante : « *On ne discute pas avec le fascisme, on le combat.* » De cette façon, il exprimait que, face à des mouvements de ce type, on ne peut pas agir de la même manière que face à d'autres courants, quand on dispute leur influence parmi les travailleurs et les masses à travers l'activité politique traditionnelle. (« *Avec le fascisme, on ne discute pas* »).

Pour lui, le centre de l'action des travailleurs devait se trouver dans la lutte physique, le combat militaire avec les bandes fascistes (« *le fascisme, on le combat* »). Pour cela, il proposait la formation de groupes d'autodéfense et de milices ouvrières, capables, en premier lieu, de défendre les quartiers, les syndicats, les grèves et les mobilisations ouvrières contre les attaques des fascistes. Au fur et à mesure que l'on obtenait des triomphes partiels dans ces combats, ceci renforcerait la confiance et la détermination des travailleurs et démoraliserait les bases des fascistes, permettant ainsi de passer à une offensive plus généralisée pour détruire ces organisations.

En rapport étroit avec ce qui précède, il y a sa proposition de former un **front unique des organisations ouvrières** (essentiellement les communistes et les social-démocrates, les deux grands partis ouvriers de l'Europe, à cette époque). Ce front avait pour but de donner une réponse conjointe de la classe aux attaques fascistes. En même temps, il cherchait à promouvoir les luttes unifiées contre les attaques économiques de la bourgeoisie (la chute du salaire par l'inflation, le chômage, etc.), afin que ces luttes soient le préambule de la lutte plus stratégique pour la révolution socialiste.

### Quelques leçons pour la Bolivie actuelle

Abordons maintenant la situation bolivienne dans ce cadre théorique-politique. Il faut y incorporer un élément : la Bolivie n'est pas un pays impérialiste mais une semi-colonie très pauvre. C'est-à-dire, il ne s'agit pas d'un mouvement promu directement par la bourgeoisie monopoliste plus concentrée (l'impérialiste) mais par une bourgeoisie profondément dépendante. Rappelons que Trotsky, en comparant les formes qu'adoptaient les régimes politiques en Amérique latine avec ceux des pays impérialistes, dans les années 1930, a toujours souligné cette différence et a utilisé différentes dénominations pour l'exprimer : bonapartisme sui generis, semi-fascisme, etc.

Indépendamment de ces considérations théoriques, il est évident que le projet politique de la bourgeoisie de la *Media Luna* a développé des caractéristiques fascistes fortes. D'abord, c'est la réponse du secteur le plus fort de la bourgeoisie du pays, à un processus révolutionnaire qui n'a pas été mis en échec mais qui, à la fois, n'avance pas vers une révolution ouvrière socialiste. Deuxièmement, ce secteur coexiste avec un gouvernement de front populaire, qu'il considère comme « ennemi », sans que cela l'empêche de profiter de sa politique de conciliation, sa politique de paralysie de la mobilisation des masses pour avancer et se fortifier. En même temps, son idéologie est clairement raciste et dédaigneuse envers les « Indiens ».

L'essentiel est toutefois que, en ayant obtenu le pouvoir au niveau départemental, cette bourgeoisie promeut et s'appuie sur des organisations qui, comme l'Union Juvenile de Santa Cruz, gagnent des

secteurs de la petite bourgeoisie pour attaquer le mouvement de masses avec des méthodes de guerre civile. L'attaque se dirige non seulement contre les travailleurs et les secteurs urbains pauvres mais, spécialement, contre la paysannerie.

Il est très difficile de spécifier si ces « détachements de choc » ont déjà un poids de masses ou s'il s'agit encore d'organisations d'une avant-garde nombreuse et active. Mais l'expérience historique montre qu'ils se développent très rapidement, si l'adversaire n'y fait pas face avec une décision totale.

C'est pourquoi, en même temps que nous avançons dans l'élaboration théorique-politique pour spécifier leur caractérisation, il était indispensable de reprendre les propositions politiques de Trotsky pour combattre le fascisme.

D'abord, qu'on ne discute pas avec le fascisme mais qu'on le combat dans la lutte physique et dans la confrontation militaire. C'est la seule façon réelle pour le mettre en échec. Deuxièmement, que la politique de conciliation de classes proposée par les fronts populaires mène seulement au renforcement et au triomphe du fascisme. Par conséquent, soutenir ces gouvernements bourgeois, avec l'excuse de « s'unir pour combattre le fascisme », est à la longue un chemin vers la défaite. Seule une action et une organisation indépendantes de la classe ouvrière peuvent lui faire face. En troisième lieu, il est nécessaire que la classe ouvrière avance en vue de la révolution socialiste, pour être un pôle clair de référence pour la petite-bourgeoisie, de plus en plus séduite par le fascisme, et la gagner de cette façon, ou au moins, la diviser.

## **Le projet stratégique de la LIT-QI est la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale**

Toutefois, ces « bases programmatiques » s'avèrent insuffisantes pour faire face aux énormes et difficiles tâches de l'actualité. La IV<sup>ème</sup> Internationale pourra seulement être reconstruite sur la base du Programme de Transition. Mais ce programme doit être mis à jour, spécialement à partir des « événements de l'Est », marqués par la combinaison complexe entre des processus révolutionnaires de masses, d'une part, et la restauration capitaliste dans les pays de l'Est, la Chine, Cuba, etc., d'autre part.

Honnêtement, nous ne croyons pas que la LIT puisse ou doive faire face seule à cette tâche centrale d'actualiser le Programme de Transition. Au contraire, nous pensons que c'est un défi posé à tous les courants ou groupes qui se proposent de reconstruire la IV<sup>ème</sup> Internationale pour répondre au développement de la lutte de classes à notre époque. C'est notre proposition pour établir un dialogue avec d'autres organisations en vue de cette reconstruction.

### **Quelques lignes de démarcation**

En même temps, nous croyons que la situation actuelle de la lutte de classes nous donne déjà quelques lignes de démarcation qui sont actuellement devenues les axes d'une discussion programmatique. Nous croyons que les plus importantes sont :

- La position des révolutionnaires, face aux gouvernements de front populaire ou populistes de gauche, principalement face au gouvernement de Hugo Chavez, au Venezuela, constitue un véritable test de tournesol pour les courants qui se revendiquent socialistes révolutionnaires. Nous défendons l'indépendance de classe face à tous les gouvernements bourgeois, y compris ceux de front populaire. Nous ne participons pas à ces gouvernements et nous ne les soutenons pas. Au contraire, nous sommes dans tous les cas dans l'opposition. Nous combattons pour que la classe ouvrière n'ait aucune confiance en eux et préserve sa complète indépendance de classe face à des gouvernements nationalistes-bourgeois comme celui de Chavez.
- Nous impulsions et défendons la mobilisation permanente de la classe ouvrière et de ses alliés.
- Nous défendons la nécessité de combattre contre toutes les bureaucraties et pour un régime de démocratie ouvrière dans toutes les organisations de la classe.
- La grande tâche de la classe ouvrière dans l'étape actuelle est de prendre le pouvoir, détruire l'Etat bourgeois et ses armées et établir une dictature révolutionnaire du prolétariat.
- L'Etat Ouvrier révolutionnaire pour lequel nous combattons doit être basé sur des conseils ouvriers,

paysans et populaires et avoir un régime de la plus ample démocratie pour la classe ouvrière et la majorité absolue du peuple.

- Nous rejetons la supposée « théorie » du « socialisme dans un seul pays ». La révolution socialiste aura un caractère international, c'est à dire permanent, ou elle sera destinée à reculer. Si elle s'arrête aux frontières nationales, elle sera mise en échec par la contre-révolution ou elle sera congelée et permettra la restauration du capitalisme. Ce fut l'expérience tragique que connurent les anciens Etats ouvriers bureaucratiques dirigés par le stalinisme.
- Nous réaffirmons la stratégie de la révolution socialiste mondiale pour imposer des dictatures du prolétariat, mettre en échec l'impérialisme et implanter le socialisme sur toute la planète. Tout Etat ouvrier révolutionnaire doit avoir comme première tâche celle de promouvoir la révolution socialiste partout dans le monde.
- Nous soulignons le rôle central de la classe ouvrière comme sujet de la révolution socialiste.
- Nous réaffirmons la nécessité immédiate et inéluctable de construire une Internationale révolutionnaire
- Nous défendons la nécessité de construire des partis nationaux basés sur le modèle du Parti Bolchevique (c'est-à-dire, des partis ouvriers, de combat, basés sur le principe d'organisation du centralisme démocratique) dans tous les pays du monde, comme sections de cette internationale.
- Nous défendons la morale ouvrière et révolutionnaire. La méthode et la morale révolutionnaire constituent pour nous un point du programme. La profonde dégénérescence des organisations trotskystes, produit de la longue crise, des pressions du stalinisme dans le passé et du « déluge opportuniste » au cours des deux dernières décennies, a aussi produit une dégénérescence méthodologique et morale. Il y a de nombreux exemples de cette dégénérescence, presque tous autour de la lutte pour l'appareil : vol de locaux, mandats parlementaires et argent ; accusations sans preuve et calomnie pure ; agressions physiques entre organisations qui se revendiquent révolutionnaires ; occupation de locaux ; fraudes dans des élections d'organismes du mouvement ouvrier et populaire ; non-observation d'accords financiers ; et un ample etcetera. Nous nous démarquons catégoriquement de ces méthodes qui caractérisent une morale du « tout est permis ».

# A 70 ans de la fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale

## Le projet stratégique de la LIT-QI est sa reconstruction



En septembre 1938, la Quatrième Internationale a été fondée, selon Trotsky une nécessité face à la dégénérescence de la direction stalinienne. Elle n'a jamais été une Internationale avec une influence de masses comme l'ont été la II<sup>ème</sup> et la III<sup>ème</sup>. Et pourtant, « *il est toujours vrai, comme du temps de la rédaction du Programme de Transition en 1938, que "la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat"*. Pour beaucoup de travailleurs, il n'y a plus de doute aujourd'hui que le capitalisme, dans sa phase suprême, l'impérialisme, avec ses guerres, ses fermetures d'usine et son exploitation impitoyable des peuples du monde et de l'immense majorité de la population dans les pays industrialisés, n'a plus rien à offrir. En même temps, il est rarement clair pour ces travailleurs que, comme en 1917, la prise du pouvoir par les travailleurs est le seul moyen réaliste d'en finir avec la domination de la classe ennemie. C'est pourquoi le besoin de notre classe reste plus que jamais à l'ordre du jour : construire un parti révolutionnaire mondial et dans chaque pays, avec comme programme cette prise de pouvoir. » (Programme de fondation de la LIT-QI)

Le neuvième congrès de la LIT-QI vient de réaffirmer que la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale est son projet stratégique. Voici quelques extraits de cette thèse. Le texte complet est disponible sur notre site, dans le n°17 de *Marxisme Viva nt*.

Trotsky a lutté courageusement, à l'intérieur de la III<sup>ème</sup> Internationale et de ses partis, contre l'avancée du stalinisme et la bureaucratisation de l'URSS et de la III<sup>ème</sup> Internationale. Pendant dix ans, il a refusé de rompre avec la III<sup>ème</sup> Internationale et a cherché à vaincre le stalinisme, pour sauver la III<sup>ème</sup> Internationale comme internationale révolutionnaire, en défendant les principes et les enseignements de Lénine. C'est pourquoi le courant trotskyste se dénommait lui-même comme les « léninistes bolcheviques » et leur courant avait le nom d'Opposition de gauche, d'abord dans l'URSS et ensuite dans la III<sup>ème</sup> Internationale. Ce n'est qu'après le triomphe du nazisme en 1933, qui a démontré que le Parti Communiste allemand et la III<sup>ème</sup> Internationale étaient déjà bureaucratisés à tel point qu'ils étaient incapables de combattre contre le plus grand ennemi de la classe ouvrière, que Trotsky a décidé d'appeler à la construction d'une nouvelle Internationale. La IV<sup>ème</sup> Internationale est une continuité de la Troisième. [...] La IV<sup>ème</sup> Internationale est entrée en crise et a éclaté au début des années 50. [...]

Le maintien de la proposition de reconstruire la IV<sup>ème</sup> Internationale est fondé sur le fait que la tâche historique la plus importante de l'époque actuelle est plus que jamais à l'ordre du jour, à savoir la nécessité de construire une direction internationale qui puisse conduire la classe ouvrière à faire la révolution socialiste internationale qui vaincra l'impérialisme et implantera la dictature révolutionnaire du prolétariat partout dans le monde.

### Avec quel programme regrouper les révolutionnaires aujourd'hui ?

Une grande partie des principes, ainsi que la stratégie révolutionnaire pour notre époque, sont condensés dans ce que nous considérons comme nos « bases programmatiques » : les résolutions des quatre premiers congrès de la III<sup>ème</sup> Internationale, ainsi que le Programme de Transition, approuvé lors de la conférence de fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Les statuts de la LIT-QI revendiquent de manière explicite ces bases :

« *La LIT-QI s'appuie théoriquement, politiquement et pour son programme sur l'expérience concentrée du marxisme révolutionnaire : le Manifeste Communiste, les enseignements stratégiques de la Révolution d'octobre et des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, et le Programme de Transition (base de fondation de la Quatrième Internationale) sont des jalons fondamentaux de ce développement [...]. Cette continuité du marxisme révolutionnaire n'a pas le caractère d'un système dogmatique, ce pourquoi il s'enrichit avec toutes les expériences sociales progressistes de l'humanité qui conduisent à la défaite de l'impérialisme, l'expropriation de la bourgeoisie et la suppression définitive des classes.* » [...]

[suite sur la page antérieure]